

# Recommandations pour l'élaboration d'engagements en matière de nutrition et d'égalité des genres



# Contexte

Sur les quelque 820 millions de personnes souffrant de sous-alimentation chronique dans le monde, 60 % sont des femmes et des filles. Deux femmes sur trois en âge de procréer (soit plus d'un milliard de femmes) souffrent d'au moins une carence en micronutriments essentiels<sup>1</sup>. Depuis 2020, dans les 12 pays les plus durement touchés par la crise alimentaire et nutritionnelle mondiale, le nombre de femmes enceintes et allaitantes et d'adolescentes souffrant de malnutrition aiguë a grimpé en flèche, passant de 5,5 millions à 6,9 millions : soit 25 %<sup>2</sup>. Dans le même temps, le surpoids et l'obésité ont un impact disproportionné sur les femmes et les jeunes filles<sup>3</sup>. La prévalence de l'obésité est plus élevée chez les femmes que chez les hommes dans tous les pays, en milieu urbain comme en milieu rural, quel que soit le quintile de richesse des ménages, selon les données disponibles les plus récentes<sup>4,5</sup>. Les mauvais résultats nutritionnels (dénutrition, carences en micronutriments, surpoids et obésité) chez les femmes et les filles entravent leurs opportunités économiques et compromettent les progrès en matière d'égalité des genres. Par exemple, le taux d'anémie augmente dans le monde, touchant 3 femmes en âge de procréer sur 10, avec un coût économique mondial de 113 milliards de dollars américains par an.

Dans la plupart des régions du monde, il existe une série d'obstacles dans la vie quotidienne des femmes et des filles qui limitent leur accès à une nutrition optimale et perpétuent les cycles intergénérationnels de la malnutrition. Ces obstacles sont dus à des relations de pouvoir inégales, à des normes et rôles sexospécifiques restrictifs, ainsi qu'à des lois et politiques discriminatoires qui limitent l'accès des femmes et des filles à une alimentation saine et à des services et soins essentiels<sup>6</sup>.

**Pour réduire la malnutrition chez les jeunes enfants, il est indispensable de s'attaquer aux inégalités de genre qui empêchent les femmes et les filles d'accéder aux soins de santé primaires et aux mesures essentielles en matière de nutrition pour leur propre santé et celle de leur famille.** À

l'échelle mondiale, on estime que 17 millions d'enfants (13 %) présentent une insuffisance pondérale à la naissance, que 146 millions d'enfants de moins de 5 ans (23 %) souffrent d'un retard de croissance et que 245 millions (41 %) souffrent d'anémie. Chaque année, ce niveau de retard de croissance, d'insuffisance pondérale à la naissance et d'anémie entraîne des coûts économiques estimés à 761 milliards de dollars américains (soit 1 % du revenu national brut mondial), en raison des pertes cognitives et de mortalité, ainsi que 1,3 million de décès d'enfants et 304 millions de points de QI perdus<sup>7</sup>.



© UNICEF/UND464216/SUJAN

- 1 Stevens, G.A. et al. « Micronutrient Deficiencies Among Pre- school-Age Children and Women of Reproductive Age Worldwide: A Pooled Analysis of Individual-Level Data from Population-Representative Surveys », *Lancet Global Health*, vol. 10, n° 11, 2022, p. 1590-1599.
- 2 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Dénutries et oubliées : Une crise nutritionnelle mondiale pour les adolescentes et les femmes*. UNICEF Child Nutrition Report Series, 2022. UNICEF, New York, 2023.
- 3 Fédération mondiale de l'obésité, *Obesity: missing the 2025 global targets, Trends, Costs and Country Reports*, Fédération mondiale de l'obésité, Londres, mars 2020.
- 4 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international de développement agricole, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial et Organisation mondiale de la santé, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, FAO, Rome, 2022.
- 5 Ibid.
- 6 Fonds des Nations unies pour l'enfance, *Technical Guidance: Advancing Gender Equality for Optimal Nutrition in Adolescent Women and girls*, UNICEF, New York, septembre 2024.
- 7 Nutrition International, « Outil Coût de l'inaction », Nutrition International, 2024.

Environ la moitié du fardeau mondial du retard de croissance de l'enfant commence entre la grossesse et les six premiers mois après la naissance, lorsque les enfants dépendent de leur mère pour leur nutrition<sup>8</sup>. Les femmes en insuffisance pondérale et les femmes qui peuvent également avoir une prise de poids inadéquate pendant la grossesse courent un plus grand risque de donner naissance à un bébé qui est petit pour l'âge gestationnel et donc, à son tour, à un risque plus élevé de malnutrition.

Chaque année, la malnutrition maternelle contribue à 800 000 décès de nouveau-nés. La malnutrition maternelle augmente le risque de décès dû à la pré-éclampsie et à l'hémorragie post-partum<sup>9</sup>. Les services de santé maternelle et néonatale et les programmes de planification familiale peuvent être des points d'entrée essentiels pour faire progresser les résultats nutritionnels et les résultats de santé des nourrissons, des femmes et des filles.

**Le milieu de l'enfance et l'adolescence constituent la deuxième fenêtre de croissance physique, émotionnelle et cognitive et un moment charnière pour améliorer la santé nutritionnelle des filles et briser le cycle intergénérationnel de la malnutrition.** Les filles sous-alimentées en bas âge sont plus susceptibles de quitter l'école plus tôt<sup>10</sup> et de gagner moins plus tard dans la vie<sup>11</sup>. À l'inverse, les filles bien nourries obtiennent de meilleurs résultats scolaires et sont plus susceptibles de rester à l'école<sup>12</sup>, ce qui réduit leurs chances de se marier et d'avoir des enfants à un jeune âge.

Ce constat est important, car les mariages et les grossesses précoces augmentent le risque de malnutrition chez les filles<sup>13</sup>, avec des conséquences qui peuvent nuire à leur potentiel de revenus tout au long de leur vie, limiter leur capacité à participer pleinement à la vie familiale et publique et à assurer le transfert à la génération suivante<sup>14</sup>. Plus de 12,5 millions de vies peuvent être sauvées et plus de 30 millions de grossesses non désirées évitées en investissant dans les mesures en matière de santé et de nutrition recommandées dans la Stratégie du Programme pour les adolescentes 2022-2025 du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)<sup>15</sup>. Donner la priorité à une nutrition optimale pour les adolescents est également un investissement à long terme dans le bien-être futur d'une nation. Cependant, l'accent n'est pas suffisamment mis sur les besoins nutritionnels des adolescentes, ce qui les rend particulièrement vulnérables pendant une phase où les conséquences des inégalités de genre s'intensifient. Au-delà de leur rôle potentiel de futures mères, les adolescentes ont un droit à la santé et à l'éducation qui doit être reconnu, défendu et protégé<sup>16</sup>.

**La discrimination à l'égard des femmes et des filles signifie souvent qu'elles mangent plus tard et moins que les membres masculins de la famille.** Cela est particulièrement vrai lorsque la nourriture est rare, ce qui est de plus en plus fréquent dans un contexte de réchauffement climatique<sup>17</sup>. Globalement, dans toutes les régions du monde, la prévalence de l'insécurité alimentaire est plus élevée chez les femmes que chez les hommes<sup>18</sup> : en 2021, 126 millions de femmes de plus que d'hommes ont connu l'insécurité alimentaire. Dans de nombreux contextes, les femmes ont un pouvoir de décision plus faible au sein de leur foyer, sont moins susceptibles d'accéder aux ressources (par exemple, l'éducation, la terre, les intrants, les services, le crédit, les marchés, la technologie numérique)<sup>19</sup> et à des revenus stables. Elles sont plus susceptibles d'être confrontées à la pauvreté temporelle<sup>20</sup> et ont souvent des niveaux d'activité physique élevés<sup>21</sup>, deux phénomènes amplifiés par la charge disproportionnée des soins et du travail domestique non rémunérés, y compris les soins aux enfants et les tâches ménagères<sup>22</sup>. En retour, l'accès limité des femmes et des filles à une alimentation saine (par rapport aux besoins en nutriments selon l'étape de la vie) et la charge qu'elles portent souvent pour nourrir la génération suivante, peuvent saper l'égalité des sexes radicalement et de manière invisible.

8 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Dénutries et oubliées : Une crise nutritionnelle mondiale pour les adolescentes et les femmes*. UNICEF Child Nutrition Report Series, 2022. UNICEF, New York, 2023.

9 Agence des États-Unis pour le développement international, « Maternal Nutrition », 2022, <[https://www.usaid.gov/sites/default/files/2022-05/USAID\\_MaternalNutrition\\_FS\\_V4\\_508.pdf](https://www.usaid.gov/sites/default/files/2022-05/USAID_MaternalNutrition_FS_V4_508.pdf) (12/2/2024)>, consulté le 2 décembre 2024.

10 Soliman, A., et al., « Early and Long-term Consequences of Nutritional Stunting: From Childhood to Adulthood », *Acta Biomed*, vol. 92, n° 1, 2021.

11 Prado, E.L., et Dewey, K.G., « Nutrition and Brain Development in Early Life », *Nutrition Reviews*, vol. 72, n° 4, 2014, p. 267–84.

12 Waber, D.P., et al., « Impaired IQ and Academic Skills in Adults Who Experienced Moderate to Severe Infantile Malnutrition: A Quary-Year Study », *Nutritional Neuroscience*, vol. 17, n° 2, 2015, p. 58–64.

13 Ibid.

14 Wodon, Q. et al. *Opportunités manquées : le coût élevé de la non-éducation des filless*, Banque mondiale, Washington, DC, 2018.

15 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Reconstruire l'égalité avec et pour les adolescentes : Stratégie de programme de l'UNICEF 2022–2025*, UNICEF, New York, 2022.

16 Mouvement Renforcement de la Nutrition, *Appel à l'action : renforcer l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes et des filles pour combattre la malnutrition* consulté le 11 octobre 2024, <[https://scalingupnutrition.org/sites/default/files/2022-01/SUN-call-to-action-FR\\_web.pdf](https://scalingupnutrition.org/sites/default/files/2022-01/SUN-call-to-action-FR_web.pdf)>.

17 CARE International, *COVID-19, Food & Nutrition Security, and Gender Equality*, Care International, 29 avril 2020.

18 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international pour le développement agricole, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial et Organisation mondiale de la santé, *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024 – Des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition*, FAO, Rome, 2024

19 FAO. 2024. Better life: Gender equality and women's empowerment at the Food and Agriculture Organization of the United Nations – 2022–2023 highlights. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd0671en>

20 Hyde, E., Greene, M.E., et Darmstadt, G.L., « Time Poverty: Obstacle to Women's Human Rights, Health and Sustainable Development », *Journal of Global Health*, vol. 10, n° 2, 2020.

21 Piccioni, F., et al. « Gender, time-use, and energy expenditures in rural communities in India and Nepal », *World Development*, vol. 136, 2020, 105137.

22 Hyde, E., Greene, M.E., et Darmstadt, G.L., « Time Poverty: Obstacle to Women's Human Rights, Health and Sustainable Development », *Journal of Global Health*, vol. 10, n° 2, 2020.

**Les conditions de travail des femmes risquent d'être moins bonnes que celles des hommes, avec un engagement plus important dans des emplois peu qualifiés, à forte intensité de main-d'œuvre, souvent irréguliers, informels et à temps partiel**<sup>23</sup>. Près de la moitié (46 %) des employés agricoles ruraux dans les pays à revenu faible et intermédiaire sont des femmes ; or ces femmes constituent la majorité des travailleurs dans des emplois plus dangereux et vulnérables et souvent à des niveaux inférieurs de la chaîne de valeur. L'accès des femmes à la terre, aux intrants, aux services, au crédit, aux marchés et aux technologies numériques reste inférieur à celui des hommes, ce qui limite leur capacité à influencer les décisions concernant les aliments produits au niveau du ménage, ce qui est vendu par rapport à ce qui est consommé, les aliments auxquels on accède ou que l'on achète et la manière dont ils sont distribués au sein du ménage<sup>24</sup>. Cela limite également l'accès des femmes elles-mêmes à des aliments sains et leur consommation<sup>25,26</sup>.

**Les inégalités de genre limitent également l'accès des femmes et des filles aux principaux services de nutrition et de protection sociale qui leur permettraient de remédier à leur inégalité d'accès à une alimentation saine à la maison.** Par exemple, les femmes des zones rurales sont souvent confrontées à des obstacles liés à leur sexe qui les empêchent de participer à des services tels que les transferts d'argent, qui apportent un soutien essentiel aux personnes les plus vulnérables à la malnutrition, et d'en bénéficier sur un pied d'égalité<sup>27</sup>. Ces obstacles peuvent être l'inégalité de la charge des soins, l'analphabétisme et l'accès limité à l'information<sup>28</sup>.

**La dénutrition existante chez les femmes et les filles est encore exacerbée par la pauvreté et par les facteurs contextuels qui conduisent ou résultent des crises humanitaires, notamment l'exposition à la violence, la perturbation des services, des moyens d'existence et du soutien, et l'augmentation des inégalités de genre et autres inégalités socio-économiques**<sup>29</sup>. L'augmentation des conflits et des situations de guerre affecte tous les segments de la population, mais les femmes et les enfants sont touchés de manière disproportionnée. Le poids croissant des changements climatiques souligne également qu'en temps de crise, ce sont les femmes et les filles qui subissent le plus de dommages<sup>30</sup>. Les ménages dirigés par des femmes subissent des pertes de revenus significatives par rapport aux ménages dirigés par des hommes lorsque des événements climatiques extrêmes se produisent (par exemple, une perte d'environ 8 % due au stress thermique et une perte de 3 % due aux inondations, chaque année)<sup>31</sup>.

Ce cercle vicieux d'inégalités de genre et de malnutrition ne peut et ne doit pas continuer. Selon le cadre d'investissement pour la nutrition de la Banque mondiale pour 2024, « les investissements centrés sur les femmes et fondés sur des adaptations menées localement devraient renforcer les capacités de résilience et d'atténuation, améliorer l'efficacité grâce à de meilleurs retours sur investissement et assurer une répartition équitable des conséquences significatives ». On estime que l'investissement dans la nutrition des femmes pourrait accroître la productivité économique dans les pays à revenu faible et intermédiaire de 110 milliards de dollars américains pour les femmes et les enfants, et que le coût de l'absence d'investissement entraînerait près de 800 000 décès d'enfants supplémentaires et de 7 000 à 14 000 décès maternels supplémentaires<sup>32</sup>.

L'intégration des perspectives de genre dans les autres recommandations thématiques de N4G est cruciale pour obtenir des résultats transformateurs et durables en matière de nutrition. Les disparités de genre, profondément enracinées dans les normes sociétales et l'allocation des ressources, ont des conséquences significatives sur la nutrition et la santé de l'ensemble des populations. En intégrant des mesures sexospécifiques et transformatrices dans les engagements pris indépendamment de la thématique, les preneurs d'engagements s'assureront que les interventions sont plus inclusives, équitables et significatives. Cela signifie qu'il faut répondre aux besoins spécifiques des femmes et des filles, les impliquer en tant qu'agents du changement et s'attaquer aux obstacles systémiques à l'équité en matière de nutrition. Cette intégration renforce les mécanismes de redevabilité, alignés sur les Objectifs de développement durable (par exemple, l'ODD 5), et garantit que les engagements sont en phase avec les vulnérabilités qui se recoupent aux niveaux local, national et mondial, et qu'ils y remédient efficacement.

<sup>23</sup> FAO. 2023. La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires. Rome. ; <https://doi.org/10.4060/cc5343fr>

<sup>24</sup> Kavle, J.A., et Landry, M., « Addressing Barriers to Maternal Nutrition in Low- and Middle-Income Countries: A Review of the Evidence and Programme Implications », *Maternal & Child Nutrition*, vol. 14, n° 1, 2018, e12508.

<sup>25</sup> Schmied, V. et al., *Feeding My Child: How Mothers Experience Nutrition Across the World*. A Companion Report to The State of the World's Children 2019, Western Sydney University et UNICEF, 2018.

<sup>26</sup> Ibid.

<sup>27</sup> Glassman, A., et al., « Impact of Conditional Cash Transfers on Maternal and Newborn Health », *Journal of Health and Population Nutrition*, vol. 31, n° 4, 2013, S48–S66.

<sup>28</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Guide technique 1 de la FAO : Présentation des programmes de protection sociale sensibles au genre visant à lutter contre la pauvreté rurale : pourquoi sont-ils importants et en quoi consistent-ils ?* FAO, Rome, 2018.

<sup>29</sup> Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Directives du programme de l'UNICEF visant à protéger la nutrition des femmes et des adolescentes dans les situations humanitaires, UNICEF, New York, 2024.

<sup>30</sup> Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, *Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2019*, OCHA, 2019.

<sup>31</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Un climat injuste – Mesurer l'impact du changement climatique sur les pauvres, les femmes et les jeunes des zones rurales*, FAO, Rome, 2014.

<sup>32</sup> Walters, D., et al. *Un cadre d'investissement pour l'atteinte des cibles mondiales de nutrition : l'anémie*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, DC., 2017.



© UNICEF/UN0702919/ZAID

## Opportunités pour N4G Paris

Le Sommet de la nutrition pour la croissance (N4G) 2025 offre une occasion cruciale de mettre en lumière les besoins nutritionnels des femmes, des filles et des personnes marginalisées en incluant, pour la première fois depuis la création du Sommet, un domaine thématique dédié à la nutrition et à l'égalité des genres.

La vision pour N4G Paris reconnaît la nécessité de s'attaquer à toutes les formes de malnutrition (surpoids et obésité, ainsi que dénutrition et carences en micronutriments) par le biais de leurs déterminants directs et de leurs causes profondes. Considérant la volonté du gouvernement français d'encourager toutes les parties prenantes à préparer des engagements supplémentaires qui abordent la dimension multisectorielle de la nutrition, les recommandations de ce guide se concentrent sur les mesures permettant d'atteindre les cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé en matière de nutrition d'ici 2030 tout en faisant progresser les objectifs d'égalité des genres.

La Commission de la condition de la femme, en mars 2025, marque également le trentième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing. L'objectif de développement durable (ODD) 5 relatif à l'égalité des genres fera également l'objet d'un examen lors du Forum politique de haut niveau qui se tiendra en juillet sur le thème « Promouvoir des solutions durables, inclusives et fondées sur des données scientifiques et factuelles pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et atteindre les objectifs de développement durable qui y sont énoncés et consistent à ne laisser personne de côté. ». C'est l'occasion de faire progresser l'intégration de la nutrition dans les processus politiques de genre et de poursuivre le plaidoyer en faveur d'approches multisectorielles et multi-acteurs, sensibles au genre et transformatrices tout au long du cycle de vie, tout en assurant la cohérence et l'alignement avec les processus d'élaboration des engagements N4G en matière de nutrition et d'égalité des genres.

Les engagements pris ici visent à améliorer la nutrition pour tous, en particulier pour les femmes et les adolescentes, par l'intégration de mesures tenant compte de la dimension de genre et transformatrices, en tant que fondement d'un progrès durable dans les domaines thématiques centraux de la N4G : nutrition, santé et protection sociale, nutrition et transition vers des systèmes alimentaires durables et le climat, nutrition et résilience aux crises, ainsi qu'une considération essentielle à travers les autres thèmes transversaux : données, recherche, innovation, IA, financement et redevabilité pour la nutrition.

Ces recommandations permettront de combler les lacunes en matière de nutrition identifiées par le cadre de redevabilité pour la nutrition, les rapports sur les ODD 2 et 5, et d'autres cadres de suivi, en mettant l'accent sur les femmes et les filles. Les recommandations suivantes s'appuient sur les principales conclusions et données probantes des rapports historiques publiés depuis le Sommet N4G 2021<sup>33</sup>.

<sup>33</sup> Y compris, mais sans s'y limiter : le Gender Nutrition Gap, le rapport *Dénutriées et oubliées* de l'UNICEF, le *rapport sur la nutrition mondiale de 2022*, l'*État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde de 2023*, le document « Cadre de transformation du genre pour la nutrition (GTNF) *Policy Research: Gender in the 2021 Nutrition for Growth Summit Commitments' Goals* », les *directives volontaires du Comité de la sécurité alimentaire mondiale sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles en matière de sécurité alimentaire et de nutrition*, le *rapport sur la nutrition des femmes du Réseau de Nutrition d'Urgence*, le *guide Nourish Equality* de Stronger Foundations et l'*orientation du programme de l'UNICEF pour protéger la nutrition des femmes et des adolescentes dans les situations humanitaires*.



## Appel à l'action

L'égalité des genres devrait être au cœur de tous les engagements N4G. Tous les pays et partenaires de développement devraient prendre des engagements spécifiques pour améliorer la nutrition et l'égalité des genres conformément à six principes transversaux :

- **Être ciblés et inclusifs, au minimum, et tendre vers une action transformatrice.**
  - **(i) Ciblés** – Répondre directement aux besoins nutritionnels spécifiques des femmes et des filles à différents stades de leur vie, en veillant à ce que le soutien soit personnalisé et efficace.
  - **(ii) Inclusifs** – Faire participer les femmes et les filles, en particulier celles issues de communautés marginalisées ou mal desservies, au processus de prise de décision, en veillant à ce que les programmes soient adaptés à leurs besoins et à leurs expériences.
  - **(iii) Transformateurs** – S'efforcer d'éliminer les obstacles systémiques et structurels et d'accroître l'action, l'accès et le contrôle des femmes et des filles sur les ressources sociales et économiques qui influencent leurs résultats en matière de nutrition.
- **Prendre en compte les différents droits, besoins et préférences des femmes et des filles tout au long du cycle de vie et considérer la malnutrition sous toutes ses formes, y compris l'insuffisance pondérale, les carences en micronutriments, le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation.** Il existe des périodes uniques et critiques (la petite enfance, l'adolescence, la grossesse et l'allaitement maternel) où les besoins nutritionnels des femmes et des filles et leur capacité à influencer leur santé et leurs choix alimentaires sont particulièrement importants pour leur nutrition et leur autonomisation à long terme, et les engagements devraient être ciblés pour éliminer les obstacles liés au genre qui empêchent de répondre à ces besoins uniques.
- **S'efforcer de lutter contre les normes et dynamiques sexistes préjudiciables.** L'égalité des genres et l'éradication de la malnutrition ne seront possibles que si l'on s'attaque aux causes profondes qui font que les sociétés, les communautés et les familles sous-estiment la santé et le bien-être des femmes et des filles. Les engagements devraient adopter, dans la mesure du possible, une approche transformatrice du genre, en cherchant à s'attaquer aux normes sociales discriminatoires, notamment en prenant des mesures pour s'assurer que les garçons et les hommes ne contribuent pas seulement à l'autonomisation

des femmes et des filles et à la réalisation de l'égalité des genres dans le domaine de la nutrition, mais en reconnaissant qu'ils sont également touchés par la malnutrition et la pauvreté et qu'ils sont confrontés à des vulnérabilités et à des limitations spécifiques fondées sur leurs rôles sexospécifiques<sup>34</sup>.

- **Reconnaître l'importance d'une approche multisectorielle, axée sur le changement des systèmes.** Les obstacles sexospécifiques à une bonne nutrition sont ancrés dans des systèmes formels et informels complexes qui nécessitent une approche exhaustive. Le rôle des femmes et des adolescentes en tant qu'acteurs et décideurs au sein des systèmes doit être pris en compte lors de la conception des interventions. Par exemple, le renforcement des mesures de nutrition essentielles de l'OMS dans les systèmes de soins de santé primaires doit prendre en compte les défis liés à la rémunération, aux conditions de travail, aux compétences et aux environnements favorables parmi le personnel de santé de première ligne majoritairement féminin, en plus de leur accès aux services en tant que bénéficiaires. De même, les besoins en ressources, en financement et en technologie des agricultrices et des entrepreneurs sont essentiels pour les systèmes agroalimentaires et la transformation du climat. Les engagements devraient idéalement superposer les mesures pour les communautés confrontées à de multiples vulnérabilités qui se recoupent. Les approches doivent être adaptées au contexte et s'appuyer sur des analyses approfondies des principaux obstacles au niveau national et infranational.
- **Faire face aux menaces actuelles et croissantes du changement climatique, en plaçant les femmes et les filles au centre des stratégies d'adaptation au climat et d'atténuation de ses effets.** Les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par les changements climatiques, ce qui accroît leur vulnérabilité à la malnutrition. Les engagements doivent reconnaître les conséquences du climat sur la santé, la nutrition, le bien-être et les droits plus larges des femmes et des filles.
- **Comblent les lacunes en matière d'informations quantitatives et de données probantes en fonction du genre et de l'âge.** Les investissements dans la collecte et la ventilation de données de bonne qualité, ventilées par sexe et par âge, font cruellement défaut. Si les enfants de moins de 5 ans et les femmes en âge de procréer sont souvent pris en compte, il existe un manque flagrant de données entre 5 et 15 ans, ainsi qu'un manque de ventilation entre les adolescentes et les femmes adultes. En conséquence, les politiques et les financements ne peuvent être pleinement ciblés sur les réalités des femmes et des filles. Les engagements devraient clairement cibler et établir des rapports avec des données ventilées par âge et par sexe, tant au niveau de l'impact que des flux financiers. En outre, d'autres vulnérabilités croisées, telles que la race, l'appartenance ethnique, le statut socio-économique, le milieu urbain par rapport au milieu rural, devraient également être reflétées dans les données nutritionnelles. Les instruments de collecte de données/d'enquête doivent également inclure les points de vue des femmes et des adolescentes ainsi que ceux des hommes et des garçons adolescents, et l'analyse des données doit refléter les besoins et les priorités des femmes et des hommes au niveau mondial des ODD, ainsi qu'au niveau national et infranational.

<sup>34</sup> Mouvement pour le renforcement de la nutrition, *Un appel à l'action : Renforcer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles pour lutter contre la malnutrition*, Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN), 2020.

# Exemples d'engagements

Genre et nutrition			
Contexte	Prise en compte du genre/données probantes de l'impact	Exemple	Partie prenante principale
<b>Améliorer la couverture et réduire les inégalités dans la fourniture de services de santé et de nutrition, y compris la nutrition prénatale et le choix d'allaiter</b>			
Au niveau national	<p><b>Cible :</b> accès équitable aux services essentiels de santé et de nutrition tout au long du cycle de vie</p> <p><b>Données probantes sur les besoins :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Chaque année, 800 000 décès de nouveau-nés sont dus à la malnutrition maternelle. La malnutrition maternelle augmente le risque de décès lié à la pré-éclampsie et à l'hémorragie post-partum<sup>35</sup>.</li> <li>→ L'insuffisance pondérale à la naissance entraîne des pertes annuelles de 344 milliards de dollars américains.</li> </ul>	<p><b>Système de santé</b></p> <p>D'ici le [date], le gouvernement d'/du/de la/des [pays] s'engagera à intensifier l'adoption des recommandations sur l'intégration/le renforcement des mesures nutritionnelles essentielles dans les services prénataux, qui comprennent des conseils en matière de nutrition, des suppléments en fer et en acide folique ou en micronutriments multiples, des compléments alimentaires équilibrés en énergie et en protéines dans les populations sous-alimentées, et des suppléments en calcium lorsque cela est indiqué.</p>	Gouvernement
		<p><b>Système de santé</b></p> <p>D'ici le [date], [les parties prenantes concernées] s'engageront à intégrer les interventions nutritionnelles dans les interventions en matière de santé maternelle et néonatale et de planification familiale, à différents niveaux des systèmes de santé, en vue de réduire la mortalité maternelle et néonatale et d'améliorer les résultats en matière de santé et de nutrition.</p>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Organisation mondiale de la santé (OMS), Programme alimentaire mondial (PAM) et autres organisations concernées.
Au niveau national	<p><b>Cible :</b> besoins sanitaires et nutritionnels des adolescentes</p> <p><b>Données probantes sur les besoins :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ En 2019, on estimait à 21 millions le nombre de grossesses survenant chaque année chez les adolescentes âgées de 15 à 19 ans dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.</li> <li>→ Les taux de grossesse chez les adolescentes restent élevés dans l'ensemble du monde en développement, près d'une jeune femme sur trois âgée de 20 à 24 ans ayant accouché pendant l'adolescence<sup>36</sup>.</li> </ul> <p><b>Données probantes sur l'impact :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Il est possible de sauver plus de 12,5 millions de vies et d'éviter plus de 30 millions de grossesses non désirées en investissant dans les mesures en matière de santé et de nutrition recommandées dans la stratégie du programme de l'UNICEF en faveur des adolescentes et des filles.</li> </ul>	<p><b>Système de santé</b></p> <p>D'ici le [date], le gouvernement d'/du/de la/des [pays] s'engagera à améliorer l'accès à des services de nutrition et de santé adaptés aux adolescents, y compris des services de santé et de nutrition sexuelle, reproductive et maternelle.</p>	Gouvernement
		<p><b>Éducation</b></p> <p>D'ici le [date], le gouvernement d'/du/de la/des [pays] s'engagera à examiner et à réviser les politiques et les programmes éducatifs nationaux pertinents en vue d'intégrer les recommandations sur la nutrition dans les écoles.</p>	Gouvernement
		<p><b>Éducation</b></p> <p>D'ici le [date], le gouvernement d'/du/de la/des [pays] s'engagera à intégrer l'éducation nutritionnelle dans les programmes existants d'éducation sexuelle exhaustive pour les adolescents à l'école et en dehors de l'école ou dans tout autre programme d'enseignement.</p>	Gouvernement
Au niveau national	<p><b>Autonomisation :</b> créer des conditions favorables pour que les femmes puissent allaiter conformément aux normes de l'Organisation internationale du travail (OIT)</p> <p><b>Données probantes sur l'impact :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ L'allaitement maternel suboptimal chez les enfants entraîne des pertes de revenus annuelles de 507 milliards de dollars américains.</li> <li>→ L'allaitement maternel est l'une des solutions les plus efficaces au regard de la malnutrition infantile, avec un rendement économique de 35 dollars américains pour chaque dollar investi<sup>37</sup>.</li> </ul>	<p><b>Protection sociale</b></p> <p>D'ici le [date], le gouvernement d'/du/de la/des [pays] s'engagera à respecter les conventions et recommandations pertinentes de l'OIT concernant la protection de la maternité pour les travailleuses, notamment en ce qui concerne l'octroi d'un congé de maternité, la durée du congé de maternité, l'indemnisation et les prestations, les pauses d'allaitement et les installations, comme indiqué dans la convention n° 183 et la recommandation n° 191 de l'OIT.</p>	Gouvernement

<sup>35</sup> Agence des États-Unis pour le développement international « Maternal Nutrition », 2022. <Voir [https://www.usaid.gov/sites/default/files/2022-05/USAID\\_MaternalNutrition\\_FS\\_V4\\_508.pdf](https://www.usaid.gov/sites/default/files/2022-05/USAID_MaternalNutrition_FS_V4_508.pdf)>, consulté le 2 décembre 2024.

<sup>36</sup> Fonds des Nations Unies pour la population, *Rapport sur l'état de la population mondiale 2024*, FNUAP, New York, 2024.

<sup>37</sup> Walters, D., et al., « Atteindre la cible mondiale en matière d'allaitement maternel » dans le document M. Shekar, Kakietek, J., Walters, D., Dayton Eberwein, J. (Eds.), *Un cadre d'investissement pour la nutrition : Atteindre les cibles mondiales en matière de retard de croissance, d'anémie, d'allaitement maternel et d'émaciation*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, DC, 2017.

Contexte	Prise en compte du genre/données probantes de l'impact	Exemple	Partie prenante principale
Au niveau mondial	<b>Cible</b> : les besoins nutritionnels des femmes et des filles dans les contextes humanitaires, conjointement avec la prise en compte de la santé sexuelle et reproductive et de la violence sexiste	<b>Résilience</b> D'ici le [date], les parties prenantes concernées s'engagent à coordonner et à mettre en synergie les interventions en matière de nutrition, de santé sexuelle et reproductive et de violence sexiste dans les contextes de développement et d'aide humanitaire.	UNICEF, FNUAP, OMS, PAM et autres organisations concernées
Au niveau national	<b>Cible</b> : travailleurs de première ligne pour les former à la nutrition maternelle  <b>Inclusion</b> : reconnaissance du fait que la majorité des agents de santé de première ligne sont des femmes	<b>Système de santé</b> D'ici le [date], soutenir l'intégration de modules sur la nutrition maternelle dans le programme national de formation continue existant et/ou la formation en cours d'emploi des agents de santé de première ligne (dans les établissements et les communautés) afin de renforcer leur capacité à fournir des interventions liées à la nutrition pour les femmes.	Gouvernement, OING, OSC
<b>Accélérer l'intervention multisectorielle contre l'anémie</b>			
Au niveau mondial	<b>Cible</b> : apport de micronutriments tout au long du cycle de vie  <b>Données probantes sur les besoins :</b> → La cause la plus courante et la plus communément reconnue est la carence en fer, dont on estime qu'elle contribue à environ 10 % à plus de 60 % des cas d'anémie <sup>38</sup> . → 586 382 618 nouveaux cas d'anémie chez les adolescentes et les femmes (âgées de 15 à 49 ans) chaque année.	<b>Systèmes sanitaires et alimentaires</b> D'ici le [date], l'organisation de financement ou donatrice) a augmenté [de XX %] le financement destiné à améliorer l'apport en micronutriments, y compris la communication sur les changements de comportement, la supplémentation en micronutriments, l'enrichissement alimentaire à grande échelle (conformément aux recommandations de l'« OMS, Accélérer la réduction de l'anémie : un cadre d'action global »)	Donateur, gouvernement
Au niveau national	→ 103 301 467 nouveaux cas d'anémie chez les adolescentes (âgées de 15 à 19 ans) chaque année. → 20 % de l'ensemble des décès maternels associés à l'anémie. → 19 % des naissances prématurées causées par l'anémie maternelle.	<b>Éducation</b> D'ici le [date], intégration accrue des programmes et politiques de réduction de l'anémie dans l'éducation, notamment en tirant parti des programmes scolaires et des clubs d'adolescentes pour apporter aux filles scolarisées et non scolarisées une supplémentation en fer et une éducation nutritionnelle (conformément aux recommandations de la « Ligne directrice de l'OMS : Mise en œuvre d'actions efficaces pour améliorer la nutrition des adolescents »).	Gouvernement, acteurs internationaux, société civile
<b>Permettre aux femmes de jouer un rôle dans la transformation des systèmes alimentaires</b>			
Au niveau national	<b>Cible</b> : une alimentation nutritive et adéquate pour les femmes, les filles et les autres groupes marginalisés, qui réponde à leurs besoins alimentaires tout au long du cycle de vie  <b>Données probantes sur les besoins</b> : la prévalence de l'insécurité alimentaire est toujours plus élevée chez les femmes que chez les hommes, au niveau mondial et dans toutes les régions, depuis que les données sont devenues disponibles en 2015 <sup>39</sup> .	<b>Systèmes alimentaires</b> D'ici le [date], le gouvernement d'/du/de la/des [pays] s'engagera à concevoir, réviser ou adapter des programmes sensibles au genre qui facilitent l'approvisionnement des femmes et des filles en aliments nutritifs et adéquats dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (voir : les Directives volontaires du CSA sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles, 39(iii)).	Gouvernement
Au niveau national		<b>Protection sociale/résilience</b> D'ici le [date], examiner et réviser les registres sociaux existants et les méthodes de ciblage afin de garantir que XX % de plus de femmes, d'adolescentes et d'enfants dans le besoin et de populations touchées par une crise sont pris en compte et prioritaires dans les programmes nationaux de protection sociale/distribution de denrées alimentaires.	Gouvernement
Au niveau national		<b>Protection sociale/éducation</b> D'ici le [date], adopter et mettre en œuvre des normes nutritionnelles et une éducation tenant compte de la dimension de genre pour les programmes nationaux de repas scolaires, en mettant particulièrement l'accent sur les filles.	Gouvernement, acteurs internationaux, société civile

<sup>38</sup> Organisation mondiale de la santé, *Accélérer la réduction de l'anémie : un cadre d'action global*, OMS, Genève, 2023.

<sup>39</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international pour le développement agricole, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial et Organisation mondiale de la santé, *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024 - Des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition*, FAO, Rome, 2024

Contexte	Prise en compte du genre/données probantes de l'impact	Exemple	
Au niveau national	<p><b>Partie prenante principale</b></p> <p><b>Inclusion :</b> reconnaissance du rôle des femmes en tant qu'acteurs et décideurs clés dans la transformation des systèmes alimentaires et le climat</p> <p><b>Données probantes sur les besoins<sup>40</sup> :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ À l'échelle mondiale, près de 40 % du travail agricole est effectué par les femmes, mais leur productivité est inférieure à celle des hommes et les avantages qu'elles en retirent sont moindres.</li> <li>→ 66 % des femmes d'Afrique subsaharienne et 71 % des femmes d'Asie du Sud travaillent dans les systèmes agroalimentaires.</li> <li>→ 7 % des ressources de vulgarisation agricole ciblent les femmes.</li> </ul> <p><b>Données probantes sur l'impact</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Comblent les écarts de productivité agricole et de rémunération dans les emplois des systèmes agroalimentaires permettrait d'augmenter le produit intérieur brut mondial de près de 1 000 milliards de dollars américains et de réduire l'insécurité alimentaire mondiale d'environ 2 points de pourcentage (environ 45 millions de personnes)<sup>41</sup>.</li> </ul>	<p><b>Systèmes alimentaires</b></p> <p>D'ici le [date], le gouvernement de [pays] examinera ou adoptera des politiques, des programmes et des stratégies publiques spécifiques visant à améliorer l'accès des femmes aux emplois agricoles et non agricoles, aux possibilités d'entrepreneuriat et à la propriété agricole dans le secteur de l'agriculture (voir : les Directives volontaires du CSA sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles, 51 (iii)).</p>	Gouvernement
Au niveau infranational		<p><b>Systèmes alimentaires/climat</b></p> <p>D'ici le [date], améliorer l'accès à la formation, aux technologies permettant de gagner du temps, aux services de vulgarisation et/ou à d'autres ressources afin d'améliorer les pratiques agricoles adaptées aux changements climatiques sensibles à la nutrition parmi les petits exploitants agricoles, les aquaculteurs et les pêcheurs, en ciblant les productrices.</p>	Gouvernement, acteurs internationaux, société civile
Au niveau mondial		<p><b>Système alimentaire</b></p> <p>D'ici le [date], accroître la participation significative, le leadership et la prise de décision des organisations de femmes et de filles, y compris les peuples autochtones, dans le processus de conception, de mise en œuvre, de supervision et de décisions programmatiques pour la transformation des systèmes alimentaires et le climat, le cas échéant (voir : Directives volontaires du CSA sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles, 44 et 45).</p>	Acteurs internationaux, société civile, gouvernement
Au niveau national	<p><b>Autonomisation :</b> rendre accessibles des services de garde d'enfants de qualité</p> <p><b>Données probantes sur les besoins<sup>42</sup> :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ 40 % des enfants de moins de 5 ans ont des besoins non satisfaits en matière de garde d'enfants dans le monde.</li> <li>→ 606 millions de femmes n'étaient pas disponibles pour un emploi ou ne cherchaient pas d'emploi en raison d'un travail de soins non rémunéré en 2018.</li> </ul> <p><b>Données probantes sur l'impact :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ 43 millions d'emplois pourraient être créés en augmentant la main-d'œuvre des services de garde d'enfants pour répondre aux besoins actuels<sup>43</sup>.</li> </ul>	<p><b>Protection sociale</b></p> <p>D'ici le [date], le gouvernement d'/du/de la/de [pays] augmentera les services de garde d'enfants soutenus par les employeurs et améliorera la rétention, la productivité et la diversification des travailleurs, en particulier dans les secteurs à prédominance masculine.</p> <p>OU</p> <p>D'ici le [date], le gouvernement d'/du/de la/de [pays] mènera des recherches pour tester différents modèles de garde d'enfants pour les écoles et les entreprises dans les pays à revenu faible et intermédiaire (par exemple, en finançant des études de faisabilité pour les entreprises intéressées par la garde d'enfants et en fournissant des coûts d'investissement pour mettre en place des crèches sur place et/ou pour subventionner le coût des repas nutritifs afin d'aider les entreprises à faire les premiers pas vers la fourniture de services conviviaux pour les familles sur le lieu de travail).</p>	Gouvernement

<sup>40</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires*, FAO, Rome, 2023.

<sup>41</sup> Ibid.

<sup>42</sup> Brix, H., et al., « Expanding access to childcare helps women, children, and economies », Groupe de la Banque mondiale, 2022, <<https://blogs.worldbank.org/en/education/expanding-access-childcare-helps-women-children-and-economies>>, consulté le 11 février 2025.

<sup>43</sup> Ibid.

Contexte	Prise en compte du genre/données probantes de l'impact	Exemple	Partie prenante principale
Au niveau mondial	<p><b>Autonomisation</b> : renforcer la capacité d'action des femmes et des filles, leur appropriation des ressources et leur autonomisation économique dans le cadre de la transformation des systèmes alimentaires et du climat</p> <p><b>Données probantes sur les besoins</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Les femmes entrepreneurs continuent d'éprouver plus de difficultés que les hommes à accéder aux financements pour créer une entreprise en raison d'une série de problèmes liés à l'offre (par exemple, des produits et services financiers qui ne sont pas adaptés aux types d'entreprises dirigées par des femmes, des préjugés inconscients parmi les prêteurs et les investisseurs) et de facteurs liés à la demande (par exemple, des niveaux plus faibles de culture financière)<sup>44</sup>.</li> <li>→ Les protections juridiques des droits fonciers des femmes sont faibles dans 34 des 68 pays qui ont établi des rapports sur l'indicateur 5.a.2 de l'ODD<sup>45</sup>.</li> <li>→ Le pourcentage d'hommes qui possèdent des droits de propriété ou des droits d'occupation sûrs sur des terres agricoles est deux fois plus élevé que celui des femmes dans plus de 40 % des pays qui ont établi des rapports sur la propriété foncière des femmes.</li> </ul> <p><b>Données probantes sur l'impact</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Si la moitié des petits producteurs bénéficiaient d'interventions en matière de développement axées sur l'autonomisation des femmes, cela permettrait d'augmenter considérablement les revenus de 58 millions de personnes supplémentaires et d'accroître la résilience de 235 millions de personnes supplémentaires<sup>46</sup>.</li> </ul>	<p><b>Systèmes financiers/alimentaires</b></p> <p>D'ici le [date], augmenter de XX dollars le financement de l'accès des femmes à la finance (par exemple, en leur donnant accès au microcrédit et aux groupes d'épargne, en investissant dans des produits et services financiers conçus spécifiquement pour les femmes et leurs entreprises).</p>	Gouvernement, donateurs, acteurs internationaux, société civile
Au niveau national		<p><b>Systèmes alimentaires</b></p> <p>D'ici le [date], le gouvernement de [pays] s'engagera à revoir les législations et politiques nationales afin de garantir aux femmes l'égalité des droits fonciers et de promouvoir l'égalité d'accès aux terres productives et à leur contrôle (voir : Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition 3.6.2 (b)).</p>	Gouvernement
<b>Comblent les lacunes en matière d'informations quantitatives et de données probantes en fonction du genre</b>			
Au niveau mondial	<p><b>Cible</b> : collecte de données ventilées par sexe et par âge</p> <p><b>Données probantes sur les besoins</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Diminution de 55 % des investissements des donateurs dans les données relatives au genre en 2020.</li> <li>→ 49 % des données nécessaires au suivi des ODD relatifs à l'égalité des genres sont manquantes à l'échelle mondiale.</li> <li>→ 80 % des données nécessaires aux ODD relatifs au genre et à l'environnement sont indisponibles.</li> </ul>	<p>D'ici le [date], le gouvernement d'/du/de la/de [pays] s'engagera à élargir la collecte de données ventilées par sexe et par âge, notamment sur la qualité de l'alimentation, l'état des micronutriments, la couverture et l'adéquation des interventions nutritionnelles, et agrégées davantage sur les niveaux de revenus et la localité.</p>	Gouvernement
		<p>D'ici le [date], le [donateur ou autre partie prenante concernée] investira dans un système mondial de suivi du financement de la nutrition qui améliore la coordination, la mobilisation et l'allocation des ressources afin de suivre régulièrement les progrès réalisés par rapport aux engagements pris.</p>	Donateurs, institutions financières internationales

44 Organisation de coopération et de développement économiques, *Joining Forces for Gender Equality: Addressing gender disparities in access to finance for business creation*, OCDE, 2023.

45 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires*, FAO, Rome, 2023.

46 Ibid.

# ANNEXE 1 : CONTRIBUTIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR LA FORMULATION D'ENGAGEMENTS FONDÉS SUR DES DONNÉES PROBANTES

Formulation de l'engagement	Données probantes sur l'impact	Mesure(s) spécifique(s)
<b>Améliorer la couverture et réduire les inégalités de la prestation de services de santé et de nutrition pour les femmes et les filles, y compris la nutrition prénatale et la santé sexuelle et génésique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ 1 milliard de femmes et d'adolescentes souffrent de dénutrition et de carences en micronutriments.</li> <li>→ 800 femmes meurent chaque jour de causes évitables liées à la grossesse et à l'accouchement.</li> <li>→ Chaque année, 800 000 décès de nouveau-nés sont dus à la malnutrition maternelle.</li> <li>→ L'insuffisance pondérale à la naissance entraîne des pertes annuelles de 344 milliards de dollars américains.</li> <li>→ Il est possible de sauver plus de 12,5 millions de vies et d'éviter plus de 30 millions de grossesses non désirées en investissant dans les mesures en matière de santé et de nutrition recommandées dans la stratégie du programme de l'UNICEF en faveur des adolescentes.</li> <li>→ La morbidité et la mortalité maternelles associées à la malnutrition sont disproportionnées dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Étendre l'adoption des recommandations sur les interventions nutritionnelles essentielles de l'OMS dans les services prénataux, qui comprennent des conseils en matière de nutrition, une supplémentation en fer et en acide folique ou en micronutriments multiples, une supplémentation alimentaire équilibrée en énergie et en protéines dans les populations sous-alimentées, et une supplémentation en calcium, lorsque cela est indiqué.</li> <li>→ Étendre la fourniture de services de nutrition préconceptionnelle, tels que la supplémentation hebdomadaire en fer et en acide folique pour les adolescentes, améliorer l'accès aux services de santé sexuelle et productive pour les adolescents, et fournir des services de soins prénataux et postnataux adaptés aux jeunes pour les adolescentes qui tombent enceintes.</li> <li>→ Réviser les politiques en matière de nutrition et de santé afin d'inclure des conseils nutritionnels dans les écoles et les cliniques de santé pour adolescents.</li> <li>→ Renforcer le personnel de santé communautaire (essentiellement féminin) afin de fournir des services de nutrition dans les régions qui ne sont pas couvertes par les systèmes de santé.</li> <li>→ Identifier et lever les obstacles à l'accès aux soins de santé : obstacles financiers, coût des soins, disponibilité des soins dans les zones rurales, inégalités de genre, poids des normes et croyances culturelles et de genre qui empêchent les femmes de se faire soigner.</li> <li>→ Investir dans le développement cognitif des filles par le biais de la nutrition dès le début de la vie, notamment par un soutien nutritionnel aux femmes sous-alimentées pendant la grossesse, l'allaitement maternel, des conseils en matière de soins nourriciers, une supplémentation en vitamine A, l'introduction en temps voulu d'aliments complémentaires de qualité, l'accès à des aliments nutritifs spécialisés si nécessaire, et des conseils en matière de diversité de l'alimentation avec l'introduction en temps voulu d'aliments de qualité, autant d'éléments qui améliorent la probabilité que les filles achèvent leur scolarité et obtiennent d'excellents résultats à l'école.</li> <li>→ Mettre en place des systèmes de protection de la maternité (par exemple, des congés de maternité dans les secteurs formel et informel).</li> </ul>
<b>Accélérer l'intervention multisectorielle contre l'anémie</b>	<p>Chaque année, il y a :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ 586 382 618 nouveaux cas d'anémie chez les adolescentes et les femmes (âgées de 15 à 49 ans).</li> <li>→ 103 301 467 nouveaux cas d'anémie chez les adolescentes (âgées de 15 à 19 ans).</li> <li>→ 18 438 564 nouveaux cas d'anémie chez les femmes enceintes et les adolescentes (âgées de 15 à 49 ans).</li> <li>→ 20 % de l'ensemble des décès maternels associés à l'anémie.</li> <li>→ 19 % des naissances prématurées causées par l'anémie maternelle.</li> <li>→ Le coût économique mondial de l'anémie chez les femmes et les adolescentes âgées de 15 à 49 ans s'élève à 113 milliards de dollars américains par an.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Diagnostiquer les causes spécifiques de l'anémie dans une région et travailler de manière intersectorielle pour mettre en œuvre des solutions qui s'attaquent à ces causes, notamment :</li> <li>→ Améliorer l'apport en micronutriments, par exemple par la communication sur les changements de comportement, les suppléments en micronutriments multiples et l'enrichissement alimentaire à grande échelle.</li> <li>→ Tirer parti des programmes scolaires et des clubs d'adolescentes pour atteindre les adolescentes scolarisées et non scolarisées en leur apportant des suppléments de fer et des compléments nutritionnels.</li> <li>→ Prévenir, diagnostiquer et traiter le VIH, la tuberculose et les infections parasitaires (telles que le paludisme, les helminthes transmis par le sol et la schistosomiase).</li> <li>→ Prévenir et traiter les hémorragies prénatales et post-partum, réduire les césariennes inutiles et retarder le clampage du cordon ombilical après l'accouchement.</li> <li>→ Rejoindre l'Alliance d'action contre l'anémie, une coalition qui soutient la mise en œuvre du document de l'OMS intitulé « Accélérer la réduction de l'anémie : un cadre d'action complet ».</li> </ul>

Formulation de l'engagement	Données probantes sur l'impact	Mesure(s) spécifique(s)
<b>Soutenir le choix des femmes d'allaiter</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ L'allaitement maternel suboptimal chez les enfants entraîne des pertes de revenus annuelles de 507 milliards de dollars américains<sup>47</sup>.</li> <li>→ Dans le monde, environ 23,3 milliards de litres de lait maternel sont produits par les mères chaque année. Pourtant, cette activité remarquablement productive, qui se fait au détriment du temps et du travail de soins des femmes, est souvent invisible pour les décideurs politiques.</li> <li>→ L'allaitement maternel est l'une des solutions les plus efficaces au regard de la malnutrition infantile, avec un retour économique de 35 dollars américains pour chaque dollar investi<sup>48</sup>.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Adopter un ensemble de mesures pour soutenir les femmes et les filles qui choisissent d'allaiter, telles qu'un congé parental rémunéré adéquat, des politiques de protection de la maternité, des pauses d'allaitement et un endroit dédié à l'allaitement ou à l'extraction du lait sur le lieu de travail.</li> <li>→ Développer les programmes basés sur les établissements de santé, tels que l'initiative des hôpitaux amis des bébés ou les programmes communautaires de conseil en allaitement maternel soutenus par les professionnels de santé de la communauté, en particulier ceux qui favorisent un plus grand engagement des hommes et réduisent la charge de soins pour les mères.</li> <li>→ Incorporer le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans les lois et réglementations nationales et le faire respecter.</li> <li>→ Pour le secteur informel des femmes travaillant dans les systèmes agroalimentaires, soutenir des mesures spécifiques visant à améliorer l'allaitement maternel (par exemple, par le biais de régimes de protection sociale).</li> <li>→ Soutenir les femmes qui ne peuvent pas ou choisissent de ne pas allaiter en leur fournissant les ressources nécessaires pour assurer un allaitement au biberon en toute sécurité.</li> </ul>
<b>Rendre accessibles des services de garde d'enfants de qualité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ 40 % des enfants de moins de 5 ans ont des besoins non satisfaits en matière de garde d'enfants dans le monde.</li> <li>→ 606 millions de femmes n'étaient pas disponibles pour un emploi ou ne cherchaient pas d'emploi en raison d'un travail de soins non rémunéré en 2018.</li> <li>→ 43 millions d'emplois pourraient être créés en augmentant la main-d'œuvre des services de garde d'enfants pour répondre aux besoins actuels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Renforcer les services de garde d'enfants soutenus par les employeurs, dont il a été démontré qu'ils offraient de nombreux avantages, notamment une meilleure rétention, une meilleure productivité et la diversification des travailleurs, en particulier dans les secteurs à prédominance masculine.</li> <li>→ Soutenir la recherche pour tester différents modèles de garde d'enfants pour les écoles et les entreprises dans les pays à revenu faible et intermédiaire (par exemple, en finançant des études de faisabilité pour les entreprises intéressées par la garde d'enfants et en fournissant des coûts d'investissement pour mettre en place des crèches sur place et/ou pour subventionner le coût des repas nutritifs afin d'aider les entreprises à faire les premiers pas vers la mise en place de services sur le lieu de travail, adaptés aux familles).</li> <li>→ Définir des politiques et des stratégies pour que les mères adolescentes retournent à l'école.</li> </ul>

<sup>47</sup> Organisation mondiale de la santé, « Women and Labour: A nutritional perspective », événement parallèle à la 61<sup>ème</sup> session de la Commission de la condition de la femme, 20 mars 2017, <<https://www.who.int/news-room/events/detail/2017/03/20/default-calendar/women-and-labour-a-nutritional-perspective>>.

<sup>48</sup> Walters, D., et al., « Atteindre la cible mondiale en matière d'allaitement maternel » dans le document M. Shekar, Kakietek, J., Walters, D., Dayton Eberwein, J. (Eds.), *Un cadre d'investissement pour la nutrition : Atteindre les cibles mondiales en matière de retard de croissance, d'anémie, d'allaitement maternel et d'émaciation*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, DC, 2017.

Formulation de l'engagement	Données probantes sur l'impact	Mesure(s) spécifique(s)
<p><b>Fournir une protection sociale tenant compte des sexospécificités</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Grâce à la protection sociale (sous forme de transferts monétaires), les femmes ont 1,7 fois plus de chances de bénéficier de soins prénataux et les filles 12 % moins de risques d'abandonner l'école.</li> <li>→ Seules 21 % des femmes les plus pauvres reçoivent des transferts sociaux dans les pays à faible revenu, contre 73 % dans les pays à revenu élevé.</li> <li>→ 56 % des pays ont une politique de protection sociale qui comprend des composantes nutritionnelles, et 31 % d'entre eux ciblent les femmes enceintes ou allaitantes, malgré les difficultés économiques considérables auxquelles les femmes sont confrontées pour accéder à une alimentation nutritive.</li> <li>→ Le Cadre d'investissement pour la nutrition 2024 a établi le congé maternité comme une intervention nutritionnelle associée à une augmentation de la durée de l'allaitement maternel et à une probabilité accrue d'allaitement exclusif au sein. Et, pour les femmes employées dans le secteur informel qui sont généralement exclues de ces prestations, un transfert monétaire de maternité peut être une stratégie réalisable, les coûts représentant moins de 0,08 % du produit intérieur brut<sup>49</sup>.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ L'intégration des perspectives de genre dans tous les guides d'engagement des groupes de travail sur la nutrition est cruciale pour obtenir des résultats transformateurs et durables en matière de nutrition. Les disparités entre les genres, profondément ancrées dans les normes sociétales et l'allocation des ressources, ont des conséquences significatives sur la nutrition et la santé dans l'ensemble des populations. En intégrant dans les guides d'engagement des mesures tenant compte de la dimension de genre, les groupes de travail peuvent s'assurer que les interventions sont inclusives, équitables et significatives. Cela signifie qu'il faut répondre aux besoins spécifiques des femmes et des filles, les impliquer en tant qu'agents du changement et s'attaquer aux obstacles systémiques à l'équité en matière de nutrition. Cette intégration renforce les mécanismes de redevabilité, alignés sur les ODD (par exemple l'ODD 5), et garantit que les engagements entrent en résonance avec les vulnérabilités qui se recoupent aux niveaux local, national et mondial, et qu'ils y remédient efficacement.</li> <li>→ En matière d'assistance sociale, consulter les femmes des populations touchées et élaborer des lignes directrices pour concevoir des transferts monétaires, des transferts en nature et des programmes de travaux publics qui répondent aux besoins qu'elles ont exprimés.</li> <li>→ En matière d'assurance sociale, adopter des politiques en matière de congé maternité, d'aide à l'enfance, de chômage, de retraite, d'invalidité et de catastrophes, en intégrant la nutrition pour les femmes et les filles, qu'elles occupent un emploi rémunéré ou non.</li> <li>→ Sur les marchés du travail, adopter des politiques visant à élargir l'accès aux prestations de maternité et au congé paternité. Adopter une politique de protection de la maternité pour toutes les mères, dans tous les secteurs, y compris le congé parental.</li> <li>→ Renforcer les synergies entre la nutrition et la protection sociale à travers les données probantes, les politiques et les programmes, les capacités de mise en œuvre et le suivi, y compris les investissements dans les infrastructures physiques et les nouvelles compétences et capacités des travailleurs communautaires chargés de la mise en œuvre des programmes.</li> <li>→ Mettre en place des programmes de transferts monétaires pour les femmes employées dans le secteur informel.</li> </ul>
<p><b>Combattre la violence contre les femmes et les filles (VCFF)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ 30 % des femmes dans le monde ont subi des violences, principalement perpétrées par un partenaire intime.</li> <li>→ Les femmes et les filles sont deux fois plus susceptibles d'être victimes de VCFF si elles souffrent d'insécurité alimentaire.</li> <li>→ L'estimation du coût mondial de la VCFF s'élève à 1 500 milliards de dollars américains (soit 2 % du produit intérieur brut mondial).</li> <li>→ La violence sexiste entrave la productivité, le bien-être et la santé, avec des effets sur la nutrition.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Intégrer les interventions visant à prévenir la violence contre les femmes et les filles (VCFF) dans les programmes de nutrition et de santé maternelle, néonatale et infantile (par exemple, en formant les agents de santé communautaires qui relient les femmes et les filles aux services de soutien et en introduisant les concepts d'insécurité alimentaire et les liens avec les concepts et les mesures en matière de VCFF).</li> <li>→ Intégrer la nutrition dans les programmes de lutte contre la VCFF (par exemple, en introduisant les concepts d'insécurité alimentaire et de VCFF, qui peuvent aider à reconnaître et à traiter les conséquences significatives de la VCFF sur les résultats en matière de nutrition).</li> <li>→ Comblent les lacunes en matière de données probantes sur le lien entre la VCFF et la nutrition (par exemple, en explorant les liens entre la VCFF et les troubles de l'alimentation à l'adolescence et à l'âge adulte) afin d'aider à concevoir des programmes qui répondent plus efficacement aux besoins des survivantes de la violence.</li> <li>→ Élargir les programmes de nutrition et d'éducation parentale qui transportent également les normes de genre et les relations de pouvoir.</li> </ul>

<sup>49</sup> Shekar, M., et al., *Cadre d'investissement pour la nutrition 2024. Human Development Perspectives series*, Banque mondiale, Washington, DC, 2024.

Formulation de l'engagement	Données probantes sur l'impact	Mesure(s) spécifique(s)
<b>Promouvoir l'éducation des filles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Parmi les adolescentes âgées de 14 à 17 ans en Asie occidentale, les garçons sont 23 % plus nombreux que les filles à fréquenter l'école.</li> <li>→ Si toutes les filles recevaient 12 ans d'éducation, le nombre de naissances précoces baisserait de 59 %.</li> <li>→ En 2022, les investissements internationaux dans l'alimentation scolaire ont été réduits de 53 millions de dollars américains.</li> <li>→ Le retour sur investissement est de 9 dollars américains pour chaque dollar investi dans les programmes d'alimentation scolaire.</li> <li>→ 4 millions d'emplois ont été créés directement par les programmes de repas scolaires, principalement pour les femmes.</li> <li>→ Les mères instruites sont moins susceptibles d'avoir des enfants souffrant de malnutrition.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Élaborer des politiques et des programmes qui maintiennent les filles à l'école et favorisent le passage à l'école secondaire, notamment des incitations à la scolarité pour les filles, des programmes de repas scolaires, une éducation nutritionnelle, des programmes sur la menstruation et une amélioration des infrastructures d'eau, d'assainissement, d'hygiène dans les écoles et les communautés.</li> <li>→ Créer des environnements alimentaires scolaires sains - faire respecter les normes nutritionnelles pour les repas scolaires ; subventionner les aliments nutritifs ; restreindre la vente et la publicité des aliments transformés ; et encourager l'engagement avec la communauté locale, y compris les parents et les agriculteurs<sup>50</sup>.</li> <li>→ Développer les programmes de repas scolaires qui fournissent des repas nutritifs et d'origine durable, notamment en adhérant à la Coalition pour les repas scolaires.</li> <li>→ Renforcer les programmes d'éducation transformateurs en matière de genre en les associant aux programmes d'alimentation scolaire.</li> <li>→ Pour les 49 % de filles qui ne sont pas scolarisées, promouvoir des politiques qui encouragent la réinsertion et les possibilités de renforcement des compétences en vue de la transition vers la vie active.</li> </ul>
<b>Favoriser l'autonomisation économique des femmes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ <b>76,2 %</b> des soins non rémunérés sont assurés par des femmes dans le monde, ce qui constitue un obstacle majeur à l'emploi rémunéré des femmes.</li> <li>→ 160,2 mille milliards de dollars américains de richesse en capital humain sont perdus en raison des inégalités de genre.</li> <li>→ L'amélioration de l'accès des femmes au financement donnerait un coup de pouce de 28 000 milliards de dollars américains aux produits économiques mondiaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Comblent les écarts de salaire et de productivité entre les sexes (par exemple, en s'attaquant à la charge des soins non rémunérés des femmes, en renforçant l'inclusion économique, en modifiant les normes sociales discriminatoires, en améliorant l'accès des femmes à la terre, à la propriété et aux intrants essentiels, ainsi que leurs droits en la matière, et en comblant le fossé numérique).</li> <li>→ Améliorer l'accès des femmes au financement (par exemple, en leur donnant accès au microcrédit et aux groupes d'épargne, en investissant dans des produits et services financiers conçus spécifiquement pour les femmes et leurs entreprises et en plaidant pour l'égalité des droits des femmes à la terre ou à l'héritage).</li> <li>→ Étendre l'intégration des mesures de santé et de nutrition sur le lieu de travail pour les femmes, y compris le soutien à l'allaitement maternel, l'accès à des aliments sûrs et nutritifs pendant les heures de travail, les contrôles de santé et les conseils fournis par l'employeur, et la promotion d'une alimentation saine.</li> <li>→ Augmenter les allocations budgétaires pour les programmes de protection sociale destinés aux femmes et aux filles afin de reconnaître la valeur du travail non rémunéré, de soutenir les revenus et la nutrition des ménages, de promouvoir l'inclusion économique des femmes et de reconnaître les contributions des femmes et des filles en dehors des marchés du travail rémunéré.</li> <li>→ Soutenir la mobilité ascendante et le travail rémunéré des femmes dans l'économie des soins (par exemple, les systèmes de soins de santé, de nutrition et de protection sociale).</li> </ul>
<b>Permettre aux femmes de jouer un rôle dans l'agriculture adaptée aux changements climatiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ 40 % du travail agricole, au niveau mondial, est effectué par des femmes, mais celles-ci ont une productivité plus faible et moins d'avantages.</li> <li>→ 66 % des femmes d'Afrique subsaharienne et 71 % des femmes d'Asie du Sud travaillent dans les systèmes agroalimentaires.</li> <li>→ 7 % des ressources de vulgarisation agricole ciblent les femmes.</li> <li>→ Comblent les écarts de productivité agricole et de rémunération dans les emplois des systèmes agroalimentaires permettrait d'augmenter le produit intérieur brut mondial de près de 1 000 milliards de dollars américains et de réduire l'insécurité alimentaire mondiale d'environ 2 points de pourcentage (environ 45 millions de personnes)<sup>51</sup>.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Promouvoir des politiques en matière de genre et de climat et soutenir des programmes centrés sur les femmes en tant qu'agents de changement dans l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci.</li> <li>→ Investir dans des systèmes de semences robustes et des chaînes de valeur pour les « cultures d'opportunité », qui représentent une voie vers une distribution plus équitable des ressources pour les petits exploitants, qui sont souvent des femmes.</li> <li>→ Adopter le cadre de redevabilité du système Global Food 50/50 pour suivre les progrès et tenir les organisations du système alimentaire responsables de la réalisation de l'égalité des genres en matière de leadership.</li> </ul>

<sup>50</sup> Hargreaves, D., et al., « Strategies and interventions for healthy adolescent growth, nutrition, and development », The Lancet Series, Adolescent Nutrition, Volume 399, Publication 10320, 2022, p. 198-210.

<sup>51</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires*, FAO, Rome, 2023.

Formulation de l'engagement	Données probantes sur l'impact	Mesure(s) spécifique(s)
<b>Comblent les lacunes en matière d'informations quantitatives et de données probantes en fonction du genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Une diminution de 55 % des investissements des donateurs dans les données sur le genre a été observée en 2020, après une décennie de croissance faible ou nulle : une diminution des fonds de près de trois fois.</li> <li>→ 49 % des données nécessaires au suivi des dimensions de l'égalité des genres des ODD sont manquantes à l'échelle mondiale<sup>52</sup>.</li> <li>→ 80 % des données nécessaires pour mesurer les ODD liés au genre et à l'environnement sont indisponibles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Élargir la collecte de données ventilées par sexe et par âge, notamment sur la qualité de l'alimentation, l'état des micronutriments, la couverture et l'adéquation des interventions en matière de nutrition, et agrégées davantage sur les niveaux de revenu et la localité.</li> <li>→ Favoriser un meilleur alignement au sein des communautés de la nutrition et de l'égalité des genres [nommer les communautés au niveau local] sur les indicateurs qui sont mesurés de manière cohérente.</li> <li>→ Investir dans un système mondial de suivi du financement de la nutrition qui améliore la coordination, la mobilisation et l'affectation des ressources afin de suivre régulièrement les progrès accomplis par rapport aux engagements pris.</li> </ul>
<b>Comblent le fossé technologique entre les genres</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Il existe un écart de 19 % entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'utilisation de l'internet mobile, et le fait de combler cet écart dans les pays à revenu faible et intermédiaire devrait permettre d'accroître le PIB de 700 milliards de dollars américains en cinq ans.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Veiller à ce que les plateformes et produits agricoles numériques soient conçus pour les femmes et rendus abordables et accessibles par les femmes.</li> <li>→ Étendre les initiatives communautaires qui surmontent les obstacles physiques et normatifs aux technologies de l'information et de la communication auxquels sont confrontées les femmes et les filles.</li> <li>→ Soutenir l'accès des femmes à la téléphonie mobile et à l'internet et leur pleine utilisation de ces technologies.</li> </ul>

<sup>52</sup> ONU Femmes, *Rapport annuel 2022 : Making Every Woman and Girl Count Phase II - Consolidating Gains, Expanding Reach*, ONU Femmes, New York, 2022.

# Notes et références

- Stevens, G.A. et al. « Micronutrient Deficiencies Among Pre-school-Age Children and Women of Reproductive Age Worldwide: A Pooled Analysis of Individual-Level Data from Population-Representative Surveys », *Lancet Global Health*, vol. 10, n° 11, 2022, p. 1590–1599.
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Dénutries et oubliées : Une crise nutritionnelle mondiale pour les adolescentes et les femmes*. UNICEF Child Nutrition Report Series, 2022. UNICEF, New York, 2023.
- ONU Femmes, *Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable gros plan sur l'égalité des sexes*, ONU Femmes et Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, États-Unis, 2023.
- Fédération mondiale de l'obésité, *Obesity: missing the 2025 global targets, Trends, Costs and Country Reports*, Fédération mondiale de l'obésité, Londres, mars 2020.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international de développement agricole, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial et Organisation mondiale de la santé, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, FAO, Rome, 2022.
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Technical Guidance: Advancing Gender Equality for Optimal Nutrition in Adolescent Women and girls*, UNICEF, New York, septembre 2024.
- Nutrition International, « Outil Coût de l'inaction », Nutrition International, 2024.
- Soliman, A., et al., « Early and Long-term Consequences of Nutritional Stunting: From Childhood to Adulthood », *Acta Biomed*, vol. 92, n° 1, 2021.
- Prado, E.L., et Dewey, K.G., « Nutrition and Brain Development in Early Life », *Nutrition Reviews*, vol. 72, n° 4, 2014, p. 267–84.
- Waber, D.P., et al., « Impaired IQ and Academic Skills in Adults Who Experienced Moderate to Severe Infantile Malnutrition: A Quary-Year Study », *Nutritional Neuroscience*, vol. 17, n° 2, 2015, p. 58–64.
- Wodon, Q. et al. *Opportunités manquées : le coût élevé de la non-éducation des filles*, Banque mondiale, Washington, DC, 2018.
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Reconstruire l'égalité avec et pour les adolescentes : Stratégie de programme de l'UNICEF 2022–2025*, UNICEF, New York, 2022.
- Scaling Up Nutrition Movement, *Appel à l'action : renforcer l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes et des filles pour combattre la malnutrition*, consulté le 11 octobre 2024, <[https://scalingupnutrition.org/sites/default/files/2022-01/SUN-call-to-action-FR\\_web.pdf](https://scalingupnutrition.org/sites/default/files/2022-01/SUN-call-to-action-FR_web.pdf)>.
- Agence des États-Unis pour le développement international, « Maternal Nutrition », 2022, <[https://www.usaid.gov/sites/default/files/2022-05/USAID\\_MaternalNutrition\\_FS\\_V4\\_508.pdf](https://www.usaid.gov/sites/default/files/2022-05/USAID_MaternalNutrition_FS_V4_508.pdf)> (12/2/2024), consulté le 2 décembre 2024.
- CARE International, *COVID-19, Food & Nutrition Security, and Gender Equality*, Care International, 29 avril 2020.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international pour le développement agricole, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial et Organisation mondiale de la santé, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024 – Des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition*, FAO, Rome, 2024.
- Hyde, E., Greene, M.E., et Darmstadt, G.L., « Time Poverty: Obstacle to Women's Human Rights, Health and Sustainable Development », *Journal of Global Health*, vol. 10, n° 2, 2020.
- Picchioni, F., et al. « Gender, time-use, and energy expenditures in rural communities in India and Nepal », *World Development*, vol. 136, 2020, 105137.
- Kavle, J.A., et Landry, M., « Addressing Barriers to Maternal Nutrition in Low- and Middle-Income Countries: A Review of the Evidence and Programme Implications », *Maternal & Child Nutrition*, vol. 14, n° 1, 2018, e12508.
- Schmied, V. et al., *Feeding My Child: How Mothers Experience Nutrition Across the World*. A Companion Report to The State of the World's Children 2019, Western Sydney University et UNICEF, 2018.
- Glassman, A., et al., « Impact of Conditional Cash Transfers on Maternal and Newborn Health », *Journal of Health and Population Nutrition*, vol. 31, n° 4, 2013, S48–S66.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Guide technique 1 de la FAO : Présentation des programmes de protection sociale sensibles au genre visant à lutter contre la pauvreté rurale : pourquoi sont-ils importants et en quoi consistent-ils ?* FAO, Rome, 2018.
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Directives du programme de l'UNICEF visant à protéger la nutrition des femmes et des adolescentes dans les situations humanitaires, UNICEF, New York, 2024.
- Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, *Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2019*, OCHA, 2019.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Un climat injuste – Mesurer l'impact du changement climatique sur les pauvres, les femmes et les jeunes des zones rurales*, FAO, Rome, 2014.
- Walters, D., et al. *Un cadre d'investissement pour l'atteinte des cibles mondiales de nutrition : l'anémie*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, DC., 2017.

Fonds des Nations Unies pour la population, *Rapport sur l'état de la population mondiale 2024*, FNUAP, New York, 2024.

Walters, D., et al., « Atteindre la cible mondiale en matière d'allaitement maternel » dans le document M. Shekar, Kakietek, J., Walters, D., Dayton Eberwein, J. (Eds.), *Un cadre d'investissement pour la nutrition : Atteindre les cibles mondiales en matière de retard de croissance, d'anémie, d'allaitement maternel et d'émaciation*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, DC, 2017.

Organisation mondiale de la santé, *Accélérer la réduction de l'anémie : un cadre d'action global*, OMS, Genève, 2023.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires*, FAO, Rome, 2023.

Bixi, H., et al., « Expanding access to childcare helps women, children, and economies », Groupe de la Banque mondiale, 2022, \_

<https://blogs.worldbank.org/en/education/expanding-access-childcare-helps-women-children-and-economies>, consulté le 11 février 2025.

Organisation de coopération et de développement économiques, *Joining Forces for Gender Equality: Addressing gender disparities in access to finance for business creation*, OCDE, 2023.

Organisation mondiale de la santé, « Women and Labour: A nutritional perspective », événement parallèle à la 61<sup>ème</sup> session de la Commission de la condition de la femme, 20 mars 2017, <<https://www.who.int/news-room/events/detail/2017/03/20/default-calendar/women-and-labour-a-nutritional-perspective> ;

Shekar, M., et al., *Cadre d'investissement pour la nutrition 2024. Human Development Perspectives series*, Banque mondiale, Washington, DC, 2024.

Hargreaves, D., et al., « Strategies and interventions for healthy adolescent growth, nutrition, and development », *The Lancet Series, Adolescent Nutrition*, Volume 399, Publication 10320, 2022, p. 198-210.

ONU Femmes, *Rapport annuel 2022 : Making Every Woman and Girl Count Phase II - Consolidating Gains, Expanding Reach*, ONU Femmes, New York, 2022.

# Remerciements

Les recommandations thématiques des engagements sont le produit des six groupes de travail thématiques du Groupe consultatif international sur la nutrition pour la croissance. Ces groupes ont été coordonnés par 12 co-modérateurs issus d'organisations internationales, sous la direction des co-présidentes du Groupe consultatif international : Mme Afshan Khan, Sous-Secrétaire générale des Nations Unies et Coordinatrice du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN), et le Dr Patricia Yoboue N'Goran-Theckly, Conseillère en nutrition, alimentation et développement de la petite enfance à la Présidence de la République de Côte d'Ivoire et membre du Comité exécutif du SUN, représentant les pays francophones d'Afrique du SUN.

Les recommandations thématiques des engagements sur la nutrition et l'égalité des genres ont été élaborées sous la direction de Mme Vilma Tyler (Fonds des Nations unies pour l'enfance) et de Mme Leyla Sharafi (Fonds des Nations Unies pour la population), avec la participation et les contributions des représentants des gouvernements de la Côte d'Ivoire, de la France, de l'Irlande, du Japon, des Pays-Bas, des États-Unis d'Amérique, ainsi que des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Fonds international de développement agricole, de l'Institut international de reconstruction rurale, d'AMREF Health Africa, du Réseau de la société civile SUN, de World Vision International, de Stronger Foundations for Nutrition, de CAVACS, du Rapport sur la nutrition mondiale, du Secrétariat du Mouvement SUN et des rapports d'experts du Réseau de Nutrition d'Urgence.

Ce travail est publié sous l'égide du Secrétariat du Sommet N4G. Les résultats, interprétations, opinions et conclusions exprimés et les arguments utilisés ici sont les résultats des consultations dans les groupes de travail et ne reflètent pas nécessairement les vues officielles du gouvernement français, des co-présidents du Groupe consultatif international (le Mouvement pour le renforcement de la nutrition et le gouvernement de la Côte d'Ivoire), des co-modérateurs des groupes de travail ou de toute organisation membre du Groupe consultatif international.



Crédits photo sur la couverture : de gauche à droite : © UNICEF/UNI340951/Kingman ; © UNICEF/UN0493504/Dejongh ; © UNICEF/UN0595180/Panjwani ; © UNICEF/UN0723062.

Édité par Julia D'Aloisio. Conception mise en œuvre par Nona Reuter (UNICEF).

Contact Sommet N4G Paris  
[n4g.dgm-dag-huma@diplomatie.gouv.fr](mailto:n4g.dgm-dag-huma@diplomatie.gouv.fr)